

Saint Denis, le 26 février 2021

ARRETE N° 340

Réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié
dans le département de La Réunion pour le mois de mars 2021

**Le préfet de La Réunion
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu l'article L. 410-2 du livre IV du code de commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence et le décret n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant ses conditions d'application ;

Vu les articles R.671-14 à R.671-22 du livre VI de la partie réglementaire du code de l'énergie contenant des dispositions relatives au pétrole dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 février 2014 relatif à la mise en œuvre des articles précités du code de l'énergie réglementant les prix des produits pétroliers ainsi que le fonctionnement des marchés de gros pour la distribution de ces produits dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015 fixant la réglementation des prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2687 du 30 juillet 2019 modifiant l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015 fixant la réglementation des prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 3701 du 24 décembre 2020 modifiant l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015 fixant la réglementation des prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 163 du 29 janvier 2021 réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de la Réunion à compter du 1^{er} février 2021 ;

Vu la communication aux membres de l'observatoire des prix et des revenus en date du 26 février 2021 ;

Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales ;

ARRETE

Article 1 : Dans le département de La Réunion, le prix de vente maximal de certains hydrocarbures liquides et du gaz domestique, déterminé en application de la structure de prix résultant des dispositions des articles R.671-14 à R.671-22 du livre VI du code de l'énergie, de l'arrêté interministériel du 5 février 2014 et de l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015, est le suivant à compter du 1^{er} mars 2021 à 0 H :

- SUPER	1,35 €/litre
- GAZOLE	1,03 €/litre
- GAZ BUTANE	18,64 €/bouteille
- GAZOLE NON ROUTIER	0,65 €/litre
- PETROLE LAMPANT	0,65 €/litre

Article 2 : Le prix de vente maximal du supercarburant et du gazole détaxés, destinés aux professionnels de la mer, est le suivant à compter du 1^{er} mars 2021 à 0 H :

- SUPER CARBURANT	0,66 €/litre
- GAZOLE	0,65 €/litre

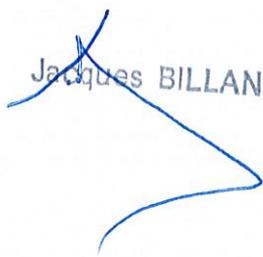
Article 3 : Pour information, ces prix de vente maximum se décomposent comme suit :

€/litre	SP	SP Bleu	GAZOLE	GNR	PL	Gazole Bleu	GAZ 12,5 KG
Prix maxi HT des importations	0,3685	0,3685	0,3637	0,3637	0,3637	0,3637	7,5855
Prix maxi TTC du passage	0,0185	0,0185	0,0185	0,0185	0,0185	0,0185	3,4599
Prix maximum, TTC, de distribution au stade de gros	1,2284	0,5384	0,9084	0,5284	0,5284	0,5284	17,0349
	marge maxi :						
	0,0925	0,0851	0,0907	0,0902	0,0961	0,0902	5,8644
	dont arrondi						
	:	:	:	:	:	:	:
	-0,0012	-0,0032	0,0020	0,0001	0,0028	0,0013	-0,0001
Prix maximum, TTC, de distribution au stade de détail	1,3500	0,6600	1,0300	0,6500	0,6500	0,6500	18,6400
	marge maxi :						
	0,1216	0,1216	0,1216	0,1216	0,1216	0,1216	1,6052

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 163 du 29 janvier 2021 est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général, le secrétaire général pour les affaires régionales, les sous-préfets de Saint-Benoît, Saint-Paul et Saint-Pierre, le directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion, le colonel commandant la gendarmerie de La Réunion, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur de la Mer-Sud océan Indien, le directeur régional des douanes et droits indirects de la Réunion et tous agents dûment habilités en matière de prix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet


Jacques BILLANT